



UNION EUROPÉENNE



Bruxelles, le 20 décembre 2011  
(OR. en)  
18917/1/11 REV 1  
PRESSE 518

**Déclaration de la Haute Représentante de l'UE au nom de l'UE  
sur les résultats définitifs des élections présidentielles en RDC  
et la poursuite du processus électoral en cours**

L'Union européenne (UE) a pris note des résultats définitifs des élections présidentielles en République démocratique du Congo (RDC) tels que proclamés par la Cour Suprême de Justice. L'UE constate que celle-ci a confirmé les résultats proclamés par la CENI en dépit de défaillances relevées par les autorités congolaises mêmes et la CENI.

L'UE souhaite d'abord rendre hommage au peuple congolais qui est allé voter en nombre et pacifiquement. Dans ce contexte, l'UE réitère sa préoccupation quant aux déficiences sérieuses et l'absence de transparence dans la compilation et la publication des résultats, rapportées entre autres par la Mission d'observation électorale de l'UE, affectant la confiance dans le processus électoral. L'UE réévaluera son soutien aux prochaines étapes du processus démocratique congolais.

Il importe à présent que des leçons soient tirées sans attendre et que la compilation des résultats pour les élections législatives soit faite dans des conditions garantissant transparence et crédibilité. L'UE encourage résolument la CENI et les autorités congolaises à tenir compte des préoccupations des missions d'observation, à mettre en œuvre leurs recommandations et à s'ouvrir à la coopération avec l'opposition.

**P R E S S E**

---

Elle appelle toutes les forces politiques à préserver la paix. Toute action de violence doit être proscrite en même temps que le droit légitime de s'exprimer doit être préservé. Le dialogue politique constitue un moyen indispensable pour atteindre cet objectif.

L'UE demande à ce que lumière soit faite sur les violations alléguées des droits de l'homme rapportées dans le contexte électoral et, s'il y a lieu, que les responsables soient traduits en justice. Elle réitère la première responsabilité des autorités congolaises d'assurer la sécurité des citoyens.

La Croatie\*, pays en voie d'adhésion, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine\*, le Monténégro\* et l'Islande<sup>+</sup>, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, et le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et l'Arménie, se rallient à la présente déclaration.

\* La Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et le Monténégro continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

+ L'Islande continue à être membre de l'AELE et de l'Espace économique européen.